

Beaucoup de bruit à Matignon... mais l'inspiration est en Martinique !

C'est le nouvel épisode du feuilleton de l'été : Michel Barnier a annoncé son gouvernement. Mais les bonnes séries durent au moins quelques saisons avant de s'essouffler : celle-ci n'a pas trois mois qu'elle sent un peu le réchauffé. Connaître enfin la composition du gouvernement Barnier n'était vraiment pas la plus grande préoccupation des millions de travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas boucler les fins de mois, se faire soigner, envoyer leurs enfants dans des écoles de qualité, ou qui sont menacés de licenciement. En tout cas, il sent l'argent et la naphthaline.

Racisme, sexisme, homophobie... et grande bourgeoisie

Les ministres et autres secrétaires d'État sont pour beaucoup d'anciennes figures de la Manif pour tous, dans laquelle la droite et l'extrême droite s'élevaient contre les droits des couples homosexuels et qui se sont opposés plus récemment à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.

Entre ça et la proportion de très haut cadres passés par diverses entreprises du CAC 40, ce gouvernement de vieux réacs, c'est d'abord celui des grands bourgeois, à l'image de la ministre de l'Éducation nationale, la macroniste Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, dont un sujet de prédilection est celui... des relations entre les « expatriés » et leur personnel de maison !

Un gouvernement Macron-Barnier-Le Pen

Nous savons à quoi nous en tenir de la part de ce gouvernement qui aura besoin à l'Assemblée des voix des groupes macronistes et du Rassemblement national : Barnier ou Retailleau, nouveau ministre de l'Intérieur, sont alignés sur le programme du RN concernant les politiques anti-immigrés, et tous ces ministres assumeront sans le moindre remord l'austérité budgétaire et le maintien du gel des salaires. Bruno Retailleau est d'ailleurs si bien aligné qu'il vantait il y a peu les « belles heures de la colonisation ». Un profil tout trouvé pour prendre le relais de Darmanin dans la répression contre les révoltes qui ont lieu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui en Martinique.

L'intense mobilisation des classes populaires en Martinique

Car depuis le début du mois, des milliers de personnes participent à des manifestations et actions

de blocage en Martinique pour protester contre la vie chère : les produits de consommation courante, presque tous importés de métropole, coûtent au moins 40 % plus cher qu'ici. Tout cela pour gaver quelques capitalistes, notamment des descendants de propriétaires d'esclaves, les békés, qui ont toujours la main sur les plantations, les entreprises d'importation et la grande distribution.

La réponse de l'État français est toujours la même : calomnie et répression, avec l'envoi de renforts policiers – comme la CRS 8 qui avait déjà sévi à Mayotte et dans les quartiers populaires de l'Hexagone après le meurtre du jeune Nahel par la police –, la mise en place d'un couvre-feu et l'interdiction des manifestations.

Mais avant les grèves et les manifestations, la situation n'avait pas l'air de préoccuper les autorités !

Les travailleurs martiniquais se révoltent parce qu'ils n'y arrivent plus, pendant que quelques gros se gavent sur leur dos. Lors de la grève générale de 2009, en Martinique et surtout en Guadeloupe, ils avaient imposé pendant des mois leur propre contrôle sur les prix dans les supermarchés et à la pompe. Et c'est bien ce qui inquiète les capitalistes et leurs serviteurs qui savent que seules nos grèves et nos mobilisations permettront de leur disputer le contrôle sur les prix, la production, et sur toute la société.

D'ores et déjà, la journée de grève interprofessionnelle appelée par les syndicats le 1^{er} octobre, pour les retraites, les salaires et les services publics, doit nous donner l'occasion de marquer le coup face à ce gouvernement.

Au-delà de cette journée, il nous faudrait sans doute emboîter le pas des travailleurs martiniquais !

À Besançon, manifestation du 1^{er} octobre à 14 heures place de la Révolution

L'État te casse, tu paies

Le gouvernement chercherait à faire des économies sur les arrêts maladies des fonctionnaires. Un rapport officiel préconise de faire passer le nombre de jours de carence en cas de maladie de un à deux, voire trois jours, et de ne plus rémunérer les arrêts maladie de courte durée à 100 %. Jamais le gouvernement ne va chercher dans les poches des grandes fortunes, il préfère des acrobaties pour nous rendre coupables de ses problèmes. À nous de le remettre à sa place par des luttes, pour vivre et pas survivre...

Quartiers nord, colère noire

À Marseille, 200 employés de l'hôpital psychiatrique Édouard-Toulouse se sont rassemblés devant l'hôpital il y a deux semaines pour dénoncer les fermetures de lits et la surcharge de travail. En 2007, l'hôpital comptait 100 lits. Aujourd'hui, il n'en reste que 44 et la direction prévoit d'en fermer encore 22. Vingt-deux lits pour 125 000 habitants ! Mais les salariés sont mobilisés et de nouveaux rassemblements sont prévus.

Hôpitaux endettés, banques heureuses

Le déficit des établissements publics, qui était de 558 millions d'euros en 2019, a atteint 1,7 milliard d'euros en 2023, soit une hausse de plus de 300 % en quatre ans ! De plus en plus d'hôpitaux sont au bord de la rupture, contraints de toujours plus emprunter aux banques pour compenser la baisse des financements publics. En 2021, les hôpitaux publics étaient endettés à hauteur de 30 milliards d'euros. De quoi réjouir les banques qui encaissent ainsi des intérêts faramineux... pris sur le budget des hôpitaux !

Bruno Retailleau, un ministre de l'Intérieur très RN compatible

Ancien collaborateur de Philippe de Villiers, il est connu pour ses sorties bien réacs. En 2023, il établissait un lien entre la révolte des banlieues et « une sorte de régression vers les origines ethniques » de la part des « deuxième et troisième générations » de familles issues de l'immigration. Lorsque, quelques jours plus tôt, Macron avait parlé d'un « processus de décivilisation », Bruno Retailleau se vantait d'avoir « [...] sans doute été le premier à utiliser » le mot... Un ministre qui a tout pour plaire au Rassemblement national !

Côte d'Ivoire : des quartiers populaires rasés au bulldozer

Interrompus pendant l'été, les autorités locales ont décidé, soi-disant pour lutter contre le « désordre

urbain » de reprendre les « déguerpissements » – des mouvements d'expulsion et de destruction de logements précaires – qui visent surtout le quartier de Yopougon, au nord de la capitale économique, Abidjan. Souvent les habitants n'ont que quelques heures pour quitter leur logement. Le comble a été atteint en février dernier, lorsque 1 800 élèves ont vu leur collège détruit et se sont retrouvés sans établissement au milieu de l'année scolaire.

Procès Mazan : des avocats salissent Gisèle Pelicot sur les réseaux sociaux

M^e El Bouroumi, avocate de la défense explique sur Instagram : « *Je sors du procès Pelicot pffiiiiou ! [...] On a diffusé les photos de Madame, elles sont effectivement dans des positions qui posaient problème, puisqu'[elle] soutenait que jamais elle n'avait participé à quoi que ce soit...* », ou encore : « *Quand on reçoit des photos comme celles-là, on peut se dire que c'est une femme qui aime les jeux sexuels.* » Sur LinkedIn, une autre avocate de la défense, M^e Crépin-Dehaene dénonce la « *manifestation foireuse* », d'une vingtaine « *de pseudo-féministes* ». Ces deux avocates ont décidé de défendre leurs clients en banalisant leurs crimes et en s'en prenant à la victime accusée de complaisance, voire de complicité.

Bruno Le Maire fraîchement accueilli par des étudiants à Lausanne

Bruno Le Maire, l'ex-ministre de l'Économie, va devenir professeur à l'université et à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, en Suisse. À partir du 23 septembre, il enseignera « dans le domaine de l'économie politique et des relations internationales ». Des tags hostiles sont apparus sur le campus ces derniers jours : « *Bruno casse-toi* », ou encore « *Bruno Le Maire écrit des livres sur son zizi et coule l'économie de son pays. C'est ce que vous voulez nous apprendre ?* » Bien vu !

Explosion des bipeurs au Liban : coup de chapeau entre meurtriers

« *C'est un coup de maître.* » Voilà comment Olivier Mas, ancien cadre des services de renseignement extérieur français, qualifie dans une interview les explosions des bipeurs au Liban le 17 septembre, ayant fait au moins 12 morts et 2 800 blessés. Cet acte terroriste, soi-disant plein d'« *audace* », visait l'organisation chiite du Hezbollah et s'ajoute à la liste des crimes de guerre de l'État d'Israël et au génocide qu'il mène en Palestine. Et tout ça, avec le soutien indéfectible de l'impérialisme français.